

D'UNE BRULANTE ACTUALITE

Il y a 67 ans, le 15 mars 1944, était adopté dans la clandestinité le programme du Conseil National de la Résistance : Sécurité Sociale et retraites généralisées, contrôle des « féodalités économiques et financières », droit au travail, à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales et agricoles, développement de la démocratie, etc.

Tout le contraire de ce que font depuis des années les pouvoirs successifs, le MEDEF. Bien que les richesses créées en France aient augmentées considérablement depuis 1944.

MAIS CE QUI FUT FAIT HIER, N'EST PAS VAIN AUJOURD'HUI

C'est sur ce thème qu'aura lieu une CONFERENCE de
Madame Monique GEORGES

(fille du grand résistant que fut le Colonel Fabien)

VENDREDI 25 FEVRIER 2011 à 18 H

Salle des Fêtes de Thierville 27290

à l'initiative de la section du Parti Communiste Français de la
région de Pont-Audemer

Cette conférence sera suivie d'un débat et à l'issue de cette
rencontre Monique Georges dédicacera le livre remarquable qu'elle
a rédigé intitulé « Le Colonel Fabien était mon père »

René Dufour piqué au vif !

On s'attendait à une campagne rock'n roll, elle sera disco ! Reprenant un titre de Dalida, René Dufour, candidat de la droite, attaque bille en tête Gaëtan Levitre. C'est l'hommage du vice à la vertu ! René Dufour confirme ainsi que l'adversaire numéro un de la droite sur ce canton est bien Gaëtan Levitre. Et cela nous fait plaisir : merci René !

Que dire et que répondre à René Dufour ? Sans rentrer dans les détails et puisque René Dufour assume le fait d'être le candidat officiel de Sarkozy, Fillon et Woerth, nous aimerions bien l'entendre parler du bilan de la droite depuis qu'elle a repris les rênes du pouvoir en France en 2002 ? Quid de l'emploi industriel en France ? Quid des privatisations ? Quid des suppressions de postes dans la fonction publique ? Quid des fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de tribunaux, de gendarmeries, de bureaux de Poste, ... ? Quid des centaines de milliards d'euros donnés à des banques qui spéculent désormais avec cet argent contre les états et contre l'euro ? Quid de l'explosion du chômage et de la précarité ? Quid des milliers de logements sociaux détruits dans le cadre de la "Rénovation Urbaine" ? Quid de la politique étrangère de la France, sa présence en Afghanistan, sa complaisance avec Ben Ali,... ? Quid de la réforme des retraites, du démantèlement de la Sécu et de la casse du Code du travail ?...

Oui, effectivement, des emplois ont disparu sur le canton ces dernières années !

Oui, Gaëtan Levitre mène la lutte, sur le terrain, pour conserver ces emplois !

Mais, il est vrai également que ce combat ne peut être que limité tant que la droite est au pouvoir et mène une politique de casse de l'emploi et du système social français qui fait la fierté de notre pays.

Comme le reconnaît lui-même René Dufour, beaucoup de travail est fait par le département au niveau social ; quand on voit ce que fait la droite sur ce plan au niveau national, pas sûr que les habitants du canton et du département y gagnent si la droite, hypothèse terrible, revenait aux affaires dans l'Eure !

Alors, pour répondre à un René Dufour piqué au vif, Gaëtan Levitre, au sein de la majorité départementale, fait du Conseil général un bouclier social pour les eurois face à un Etat qui défend un bouclier fiscal pour les nantis.



Gisors - Etrépnay

REPAS FRATERNEL

**Samedi 5 février
20 heures**

salle des Fêtes de Gisors

Participation : 21 € (réduit : 10 €)

Renseignements et réservations :

Marcelle Leroy (02.32.27.42.45)

Cantonaes 2011

**Soutenez financièrement
les candidat-e-s présentés
par le PCF au nom du
Front de Gauche !**

(voir page 4)

REGARDS SUR L'EURE

N° 1414 du 26.01 au 08.02.11 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

cantonaes 2011

l'occasion de mettre un carton rouge à la droite



Certes, elle est encore loin d'intéresser la grande majorité des électrices et électeurs concernés les 20 et 27 mars, c'est pourquoi les communistes et leurs candidat-e-s qu'ils présentent au nom du Front de Gauche (voir ci-dessous) sont décidés à s'y investir à fond, avec comme 1^{er} objectif : mettre un carton rouge à la droite !

Leur leitmotiv : partir des problèmes des gens tels qu'ils les vivent (y survivent pour beaucoup), à commencer par la question vitale de l'emploi.

Ce n'est évidemment pas par hasard que Gaëtan Levitre et sa suppléante Isabelle Viguérard ont organisé une réunion sur ce thème mardi 25 janvier. Dans ce canton de Pont-de-l'Arche - où les plans de licenciements et de fermetures d'entreprises se sont multipliés ces dernières années - la population souffre de ces attaques répétées contre leurs emplois.

Elle souffre certes, mais elle se bat aussi. Elle a le soutien sans faille du conseiller général communiste, mais au-delà, celui-ci travaille au rassemblement le plus large, autour de propositions concrètes, élaborées par les salarié-e-s et leurs organisations syndicales, y compris en les mettant sur le bureau de Mme la Préfète ou du président du Conseil Régional, comme cela a été le cas pour M'REAL.

C'est ce qui était au centre des débats, ce mardi soir à Pîtres, où une soixantaine de participant-e-s, parmi lesquels de nombreux salariés des entreprises concernées, ont décidé d'aller plus loin en adhérant au Comité de Vigilance sur les emplois industriels dans le secteur, dont la création, proposée par Gaëtan Levitre, ira bien au-delà de l'épisode cantonal.

Alors on comprend que le candidat de la droite sarkozienne s'énervait (voir en p.4) contre le candidat communiste qui porte haut et fort ces questions. Cela dérange tant ces gens-là, avec leurs amis du CAC 40, qui voudraient licencier sans bruit, en catimini...

Oui les candidat-e-s communistes porteront haut et fort cette question de l'emploi pendant la campagne électorale. De même ils mettront sur la table les questions de l'école, au cœur de la manifestation des enseignants et parents samedi 22 janvier à Evreux. Là aussi le courage n'étouffe pas nos gouvernants qui annonceront les suppressions de postes d'enseignants (49 dans l'Eure en primaire) après les cantonaes...

La question de la santé une des préoccupations quotidiennes des Eurois mérite également d'être débattue à l'occasion de ces élections cantonales. Bien sûr le Conseil Général n'a pas en charge cette question qui est du ressort de l'Etat. Mais justement, puisque notre département est le dernier de France en ce qui concerne la démographie médicale (nombre de médecins, de spécialistes, etc., par habitants) il y a bien des responsables ? La loi Bachelot, dite loi Hôpital Patient Santé Territoire, qui étrangle, entre autres, les hôpitaux publics a bien été votée et soutenue par les députés et ministres UMP-Nouveau Centre de l'Eure. Alors comment s'étonner que le tout nouvel hôpital d'Evreux ait ouvert ses portes dans les pires conditions ? Voilà quelques questions bien réelles et bien d'autres à mettre sur la table à l'occasion de ces élections. Vous pouvez compter sur nous.

Christian JUTEL

SOUSCRIPTION CANTONALES 2011

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

*chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex
(déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)*

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

Les candidats présentés par le PCF sous la bannière du Front de Gauche dans l'Eure :

Les Andelys : Dominique Jussiaume ; *Beaumont* : Rémi Bunel ; *Bernay-est* : Catherine Luffroy ; *Beuzeville* : Christian Séhy ; *Conches* : Didier Massé ; *Corneilles* : Sylvie Buffetrille ; *Ecos* : Didier Courbot ; *Etrépnay* : Alain Lethiais ; *Evreux-nord* : Jean-Michel Gaveau ; *Evreux-ouest* : José Laheye ; *Gaillon* : Edwige Gangolf ; *Louviers-nord* : Zahir Mechkour ; *Montfort* : Pascal Jouveaux ; *Nonancourt* : Dominique Quilleré ; *Pacy* : Carole Depuiset ; *Pont-de-l'Arche* : Gaëtan Levitre, conseiller général sortant.

Réforme Territoriale : les agents territoriaux CGT à l'initiative

Réforme territoriale, services publics, emplois et statut des fonctionnaires, autant d'enjeux qui préoccupent la coordination départementale des syndicats CGT des personnels territoriaux.

Sauf que l'importance de ces questions échappe pour l'instant autant aux personnels qu'aux usagers et que la réaction de nombre d'élus n'est pas à la hauteur. Pour avancer sur ces dossiers d'importance, les territoriaux CGT ont organisé samedi 22 janvier une rencontre en matinée au Conseil général. Une soixantaine de personnes avaient fait le déplacement, essentiellement des militants CGT venant des syndicats municipaux et d'agglomération. La CGT avait convié à ce débat les autres syndicats de territoriaux et l'ensemble des organisations politiques du département (en dehors du FN). Hormis Jean-Louis Destans, président du Conseil général, seuls les communistes ont répondu massivement présents, notamment les élus communistes d'Evreux, de Vernon et de Gisors. Dommage pour les autres car la matinée s'est révélée passionnante !

Les débats ont montré la logique de démantèlement des services publics de proximité qui se cache derrière toutes ces réformes. Il y a là deux objectifs : ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé et briser l'un des derniers bastions



de résistance au libéralisme. Les dégâts pour les citoyens seraient terribles car, sans que les impôts locaux baissent, la qualité des services publics chuterait. Pour les fonctionnaires territoriaux, ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés et le statut même de fonctionnaire ! Entre le non remplacement

des départs en retraite, les externalisations en cours vers le privé et la volonté du gouvernement de créer un statut "bis" de fonctionnaire, basé sur le CDI, les bases du service public sont minutieusement sapées.

Les territoriaux CGT souhaitent accroître leur travail d'information auprès de leurs collègues sur les dangers qui guettent la Fonction publique territoriale. Ils souhaitent également que se crée une dynamique associant les personnels, les élus et les usagers pour contrer ces réformes. Appel entendu par le Parti communiste.

Ce débat aura ouvert la voie à d'autres initiatives du syndicat et permis à beaucoup de présents de mieux appréhender les enjeux liés à la Réforme territoriale.

E. RUIZ

première mobilisation contre les suppressions de postes dans l'Education Nationale

A l'appel du collectif "L'Education est notre Avenir", plusieurs organisations d'enseignants, de parents d'élèves et d'éducation avaient appelé à un rassemblement sur Evreux. Ce sont près de 300 personnes qui ont défilé dans les rues samedi 22 janvier après-midi pour protester contre les suppressions de postes annoncées dans l'enseignement.

Après 16 000 postes supprimés en 2010, ce sont 17 000 postes supplémentaires qui sont menacés en 2011. Rien que dans l'Eure, ce sont 49 postes d'enseignants dans le primaire et 28 postes dans le secondaire qui doivent disparaître alors que les effectifs 2011-2012 sont annoncés en hausse de 350 élèves dans le primaire et de 600 élèves dans le secondaire. Un scandale !

En tenant compte des ouvertures de classe dans le primaire, les 49 postes supprimés vont se traduire concrètement par la fermeture d'environ 80 classes ! Le canton d'Etrépagne devrait ainsi voir disparaître deux écoles communales.

Comme par hasard, la publication des écoles concernées sera officielle le 4 avril, une semaine après le second tour des cantonales. Les candidats de droite auraient-ils peur d'assumer le bilan de leur gouvernement ?

De son côté, le PCF avait relayé cet appel à manifester et ce sont une vingtaine de militants et élus communistes qui ont rejoint le cortège. Un tract spécifique a été produit qui peut resservir dans les sections, pour vos écoles, vos collèges et lycées. Une initiative qui permettrait d'alerter les enseignants et parents d'élèves sur ce qui se prépare tout en ouvrant un débat intéressant avant les cantonales.



CESSEZ CETTE SPECULATION MORTIFERE SUR L'ALIMENTATION

Pendant que la spéculation se poursuit et s'amplifie sur les produits agricoles de base, le spectre de la faim resurgit. C'est pour une part la raison des flambées de contestation dans plusieurs pays du Maghreb et ailleurs.

Déjà un milliard d'être humains crie famine. Cette nouvelle crise alimentaire est due au système capitaliste qui favorise cette spéculation, mais aussi à une imprévoyance crasse des dirigeants du monde. En témoigne, l'absence des responsables des pays du G8 au sommet consacré à l'alimentation mondiale au mois de novembre dernier à Rome. D'abord, le capitalisme financier qui veut plier les hommes et la nature aux normes du profit maximum dans le temps le plus court possible est totalement incompatible avec les rythmes de la nature et avec la prise en compte des aléas ou accidents climatiques qui ont été durs et nombreux cette année.

Source FAO - Janvier 2011

Il ne manque pas de produits alimentaires à ce jour pour nourrir toute la planète. Mais, les tensions générées par de mauvaises récoltes aiguisent les dents pointues des spéculateurs sur les bourses de Chicago ou de Londres pour faire flamber les prix.

Les spéculateurs sont des fonds de pensions, des banques d'affaires qui placent de l'argent sur le blé, la viande, le sucre, le riz, l'huile, le café. Par exemple tel fonds financier ou telle banque achète par avance, sans jamais voir le premier gramme de cacao, pour un milliard d'euros de cette production avant même de savoir si cette quantité existe. Il pousse les cours de la fève à hausse, puis vend dès que les cours ont suffisamment monté. Il vend, empochant un pactole entre le prix d'achat et le prix de vente.

C'est ainsi que le capitalisme est en train de créer les conditions d'une nouvelle grave crise alimentaire mondiale et d'une augmentation des prix de l'alimentation ici.

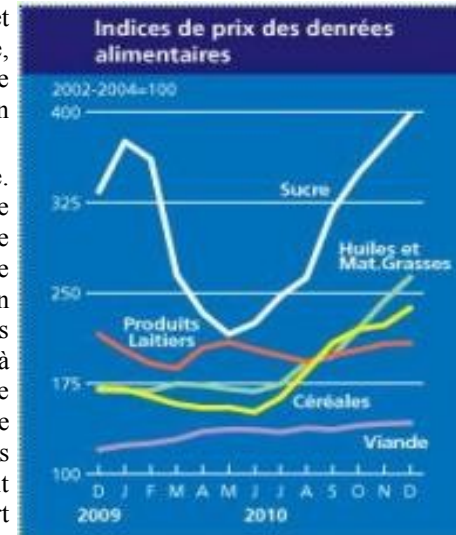
la belle leçon tunisienne

Les communistes d'Evreux saluent la détermination exemplaire du peuple Tunisien qui, après plusieurs semaines de répressions criminelles et de dizaine de morts, a réussi à déjouer toutes les manœuvres en prenant ses affaires en main.

Les communistes d'Evreux condamnent les propos de Bruno Lemaire, Ministre du gouvernement Fillon et élu d'Evreux, qui a déconsidéré les autorités françaises en prenant explicitement la défense du Président tunisien Ben Ali, grand ordonnateur de la répression criminelle qui s'est abattue sur le peuple de Tunisie.

Pendant ces vingt trois années de dictature et de corruption, le PCF n'a cessé de dénoncer et soutenir les militants communistes tunisiens, victimes de répressions et de tortures tout comme d'autres partis, syndicalistes, étudiants et intellectuels. La fête de l'Humanité constituait, entre autres, des moments forts de solidarités et d'initiatives.

Ben Ali, c'est la chute d'un dictateur protégé, la vitrine et le laboratoire du Maghreb pour la mise en œuvre de politiques néolibérales instaurées par l'Union Européenne,



Les beaux esprits des beaux quartiers parisiens, assis dans le confort, sur leur tas d'or, pourront toujours se lamenter après de la montée des intégrismes ou du terrorisme. Ce sont eux qui les créent en aggravant la pauvreté, en créant partout, ici comme dans les pays les plus en difficultés les conditions du renchérissement de l'alimentation et donc des privations sur la quantité et la qualité de leur alimentation.

Il faut d'urgence s'engager au moins dans quatre directions :

- **Faire cesser immédiatement cette spéculation** en interdisant les achats par des fonds financiers ;
- **Impulser une coopération avec les pays en développement pour défendre la souveraineté alimentaire** et par voie de

conséquence les cultures vivrières. Ceci implique de mettre fin au libre-échangisme intégral ;

- **Créer un fonds mondial des produits agricoles et alimentaires** pour un stockage public afin de réguler les prix à la production et à la consommation et inventer un mécanisme mondial de stabilisation des prix ;

- **La production agricole devrait être augmentée dans le monde entier, sur la base d'un modèle de l'agriculture productive et écologique**, rémunérant correctement le travail agricole, incitant au développement de la recherche, valorisant les territoires et les hommes ;

La prochaine réforme de la politique agricole commune devra en tenir compte.

*Editorial de Patrick Le Hyaric,
La Terre, mardi 25 janvier 2011*